

Une patrie de papier : représentations du territoire national pour le milieu scolaire dans les cantons de Vaud et Soleure, 1803-1845

Autor(en): **Boser Hofmann, Lukas / Dahn-Singh, Nathalie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **24 (2017)**

Heft 1: **Verfassung, Bürgerschaft und Schule = Constitution, citoyenneté et école**

PDF erstellt am: **10.03.2019**

Persistenter Link: <http://doi.org/10.5169/seals-685854>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Une patrie de papier

Représentations du territoire national pour le milieu scolaire dans les cantons de Vaud et Soleure, 1803–1845

Lukas Boser Hofmann, Nathalie Dahn-Singh

A la suite des entreprises d'arpentage, de statistiques et, plus généralement, de la récolte massive de données topographiques qui prennent un essor considérable dans la seconde moitié du 18^e siècle,¹ la géographie scolaire à la période post-révolutionnaire se développe en Suisse dès la Médiation (1803–1813) à la faveur de la croissance du marché de l'imprimé. Circonscrite à l'élite sous l'Ancien Régime,² la géographie devient progressivement une science utile qu'il s'agit de rendre accessible à tous.³ Ainsi, de 1814 à 1848, confiantes dans l'éducation comme outil de moralisation et d'accommodation de la population à leurs valeurs, les élites libérales de la Restauration puis de la Régénération (dès 1830/31) font la promotion d'un enseignement géographique supposé présenter une visualisation compréhensible de la patrie.

Si la relation entre description du paysage et sentiment national a fait l'objet d'un intérêt croissant depuis quelques années,⁴ la géographie scolaire a longtemps été rattachée dans la recherche à l'étude de l'histoire, à qui les cartes et les descriptions territoriales confèrent une attache matérielle.⁵ Une approche qui semble a priori fondée: après tout, au 19^e siècle les deux matières sont liées par les supports éducatifs et par les instituteurs, comme le soulignait en 1827 le pédagogue suisse Grégoire Girard (1765–1850): «La géographie [...] ne peut pas se passer entièrement de l'histoire.»⁶ Pourtant, tout en s'envisageant comme le pendant de l'histoire qu'elle rend concrète, la géographie fait l'objet d'enjeux qui lui sont propres. Que ce soit par des descriptions ou des cartes géographiques, la représentation même d'un territoire politiquement circonscrit est en effet loin d'être anodine: «Les cartes construisent les objets de leur représentation au moins autant qu'elles les représentent», comme le souligne l'historien Daniel Speich.⁷

Dans ce cadre, la présente contribution se propose de réfléchir à la représentation du territoire national – de la Suisse ou du canton – en s'efforçant de reconstituer les normes et les pratiques de l'enseignement géographique. A l'exemple des cantons de Vaud et de Soleure qui offrent à cet égard une riche base documentaire, nous mobiliserons des supports comme les cartes et les livres

scolaires – au sens large, englobant les manuels destinés à l'école, mais aussi à divers contextes éducatifs, tels les almanachs⁸ – ainsi que la presse locale, des documents normatifs et divers écrits pédagogiques. Leur analyse mettra en lumière tout d'abord les interactions des représentations géographiques avec les constitutions qui redessinent les frontières nationales, puis les méthodes d'enseignement de la lecture de cartes et enfin les pratiques scolaires que de rares sources permettent de reconstituer. Au fil de ces jalons de l'enseignement géographique du premier 19^e siècle, nous nous attacherons à montrer que les représentations territoriales contribuent à établir une image de la Suisse et des cantons qui soit ordonnée et intelligible pour tous ses citoyens à une période d'intenses bouleversements politiques, culturels et sociaux.⁹

Le support géographique au gré des changements politiques

L'existence de la Suisse – ses frontières politiques – n'est pas une «nécessité naturelle»,¹⁰ mais une construction historique. Dans la période de bouleversement politique entre la fin du 18^e siècle et le milieu du 19^e siècle, les manuels et les cartes de géographie tendent ainsi à intégrer les changements territoriaux relatifs aux frontières politiques européennes, suisses ou cantonales: pensons à la République helvétique (1798–1803), aux modifications territoriales entraînées par le Congrès de Vienne (1814–1815) ou par l'avènement de l'Etat fédéral en 1848. Des ajouts faits au célèbre *Cours de géographie* du Neuchâtelois Frédéric Samuel Ostervald (1713–1795), maintes fois réimprimé depuis 1757 et abrégé en 1806 par le Genevois Jean-Pierre Bérenger (1737–1807), illustrent ce phénomène: «D[emande]. *L'état de la Suisse a-t-il changé?*

R[éponse]. Oui; par une suite de la révolution française, ses anciens gouvernements ont été changés en 1798.

D. *Les limites de la Suisse sont-elles les mêmes qu'autrefois?*

R. Non; elle a perdu de ses alliés. [...]

D. *En combien de cantons fut-elle divisée?*

R. En 1803, elle fut divisée en dix-neuf cantons.»¹¹

A une époque où la géographie ne figure pas au programme des écoles primaires, l'ouvrage d'Ostervald constitue pourtant un support de lecture répandu, qui présente la géographie physique des pays (les points d'eau, le relief), mais aussi leur situation en Europe et leurs principales villes. Les modifications des frontières, conséquences de changements politiques et de l'entrée en vigueur de nouvelles constitutions, amènent les auteurs et les éditeurs des manuels à se réclamer des actes documentaires récents. Dans l'avis qui précède la *Géographie européenne* du Lausannois Gabriel-Antoine Miéville (1766–1852),

publiée en 1818, on lit ainsi: «Les nombreux changemens que l'Europe a subis par les derniers traités, rendaient l'étude des anciennes géographies inutile et même dangereuse pour la jeunesse. Son instruction réclamait donc un nouvel abrégé, calculé sur les changemens survenus, soit dans la politique, soit dans la division du sol européen.»¹²

Quelques années plus tard, avec l'essor de la géographie scientifique et des entreprises topographiques comme celle du Soleurois Urs Josef Walker (1800–1855) ou du général Guillaume-Henri Dufour (1787–1875), la géographie scolaire revêt une composante toute scientifique, revendiquant progressivement sa place comme une science de la modernité, à la pointe des connaissances transmises par les voyageurs et les géographes. Les modifications successives que subissent les multiples rééditions de l'*Abrégé de géographie* du Strasbourgeois Jean-Frédéric Lamp (?–1830), ouvrage français adapté par l'imprimeur lausannois Benjamin Corbaz pour les écoles industrielles et commerciales qui fleurissent dans la Suisse de la Régénération, s'expliqueraient selon son éditeur par ce perpétuel renouvellement de la géographie: «Comme il n'est rien de parfait, et que de toutes les sciences il en est peu qui soient aussi difficiles à traiter à cause du désaccord qui règne entre les relations des voyageurs que l'on est dans le cas de consulter; et que, d'un autre côté, il se fait chaque année de nouvelles découvertes, il s'en suit, qu'à toute nouvelle publication d'une géographie, il faut nécessairement faire des changements.»¹³

Si les victoires des mouvements libéraux sous l'impulsion de la révolution de Juillet à Paris n'engendrent pas de changement territorial majeur, les nouvelles constitutions de 1830–1831 élargissent les droits politiques des citoyens. Ces droits s'accompagnent en outre de devoirs moraux, mais aussi militaires, comme l'indique l'inscription sur la page de titre d'un *Abrégé de géographie, de la Suisse, à l'usage des écoles primaires* de 1833: «En apprenant à la connaître, l'enfant s'attache à cette Patrie qu'il sera appelé un jour à défendre.» La connaissance géographique est intimement liée à l'émergence du sentiment patriotique – élément central dans l'entreprise libérale –, tout comme la contemplation du paysage l'était d'ailleurs déjà dans les almanachs du 18^e siècle: «La connaissance de cette terre chérie [...] ne contribuera-t-elle pas à faire naître dans [le] cœur [de l'enfant] les vertus du citoyen honnête[?]»¹⁴ Pour ce faire, aux yeux des libéraux, connaître les noms des villes et des montagnes ne suffit plus: la géographie culturelle prend une place grandissante dans les manuels qui s'emplissent de renseignements sur la religion et les mœurs des populations ou le commerce et l'agriculture qu'elles pratiquent.

En ce temps de luttes politiques et publiques autour d'infrastructures en plein développement comme le service postal, le réseau routier, le chemin de fer ou les entreprises de correction des eaux, les libéraux considèrent qu'il est crucial

pour les citoyens (surtout les représentants élus) qui prennent part aux débats de savoir lire et interpréter les plans et des cartes qui abondent toujours davantage – une situation caricaturée par Martin Disteli (1802–1844) en 1840 dans le journal libéral-radical *Solothurner Blatt* (cf. fig. 1).¹⁵ Plaçant au centre du dessin les cartes de correction des eaux cantonales (l’Aare, la Birse et la Dünner) ou encore les plans de futures écoles, le caricaturiste soleurois dénonce l’abondance documentaire avec laquelle députés et ingénieurs doivent désormais traiter. Bien plus, depuis 1830, les cartes topographiques sont même publiées dans les journaux soleurois; justifié par la nouvelle souveraineté populaire, l’accès de tous à des connaissances géographiques autrefois réservées à l’élite participe de la construction de l’espace public qui s’opère à cette période.

Promue par le mouvement libéral, la géographie apparaît ainsi graduellement comme une matière indispensable pour les «jeunes concitoyens», une véritable «science que personne aujourd’hui ne doit ignorer», comme le souligne l’éditeur vaudois de l’ouvrage de Lamp en 1837.¹⁶ Mais si la nécessité de la géographie semble faire consensus, il en ira autrement de la méthode à utiliser pour l’inculquer.

Enseigner le territoire national

Le 18^e siècle soleurois assiste au développement de la méthode dite «normale» adaptée par Nivard Krauer (1747–1799) de celle de l’Autrichien Johann Ignaz Felbiger (1724–1788). Cette méthode accorde une importance de premier plan à l’enseignement géographique, et particulièrement à la lecture des cartes.¹⁷ En mesurant la salle de classe et en produisant des croquis cartographiques, les élèves sont supposés comprendre que «la représentation, soit la carte, correspond à la chose imaginée».¹⁸ Le même principe s’applique aussi, à plus grande échelle, aux cartes du canton ou de la Suisse. Pourtant, au sein des écoles publiques soleuroises, la mise en application de la méthode «normale» se limite à la lecture, à l’écriture et au calcul, la majorité de la population se situant dans un univers très local et n’ayant donc pas besoin de se situer par rapport à d’autres endroits.¹⁹ C’est en revanche aux écoles des congrégations religieuses ou des milieux urbains, davantage tournées vers l’extérieur, que la géographie est réservée: l’école monastique de Mariastein, l’orphelinat de Soleure (ville de l’ambassade de France) et les écoles d’Olten (centre de l’industrie du tricot à domicile).²⁰

A la suite du Congrès de Vienne, qui redessine à la fois les districts du canton de Soleure et les frontières de ses voisins immédiats (pensons à la réunion de Bienne et des territoires de l’ancien évêché de Bâle à Berne, ou à l’entrée de Neuchâtel dans la Confédération), la géographie revêt une nouvelle importance. Dans les



Fig. 1: Caricature de Martin Disteli, *Solothurner Blatt 1* (1840), 1. (Bibliothèque nationale suisse, Berne)

discours publics de la Restauration, les réformateurs soleurois appellent de leurs vœux, aux côtés d'un renforcement de l'éducation religieuse, une instruction géographique spécifique («*Erd- und Völkerkunde*»)²¹ C'est ainsi qu'en 1820, l'almanach soleurois *Volkskalender* publie une description détaillée de la «petite République» («*kleiner Freystaat*») qu'est Soleure, alliant la géographie purement physique (montagnes, fleuves) à des données de géographie culturelle (religions, agriculture, situation économique et institutions). Les mêmes éléments se retrouvent d'ailleurs dans le manuel du professeur de physique et de mathématiques Willibald Schmid (1786–1844), paru la même année à Soleure.²² Schmid introduit ce qu'il nomme «*bürgerliche Geographie*», recensant les différentes formes de gouvernements en Europe. La description de la Suisse – au chapitre «Europe» – est particulièrement révélatrice si l'on considère que la géographie représente l'ordre des choses: l'auteur inventorie d'abord la position géographique de la Suisse et sa population, puis aborde les mœurs et les langues, sans oublier les grands savants suisses, le commerce et l'industrie, avant de terminer par la géographie physique (les montagnes, fleuves et lacs); chaque canton est ensuite décrit avec ses curiosités.

Dans le canton de Vaud, l'évolution de la géographie scolaire va de pair avec le développement du libéralisme. Le futur directeur de l'école normale Frédéric Gauthey (1795–1864), adepte du Réveil religieux, préconise ainsi l'usage de «cartes de géographie sur carton, suspendues aux parois» dès 1833: «J'en voudrois au moins 5, savoir: une mappemonde, une carte de l'Europe, une de la Suisse, une du Canton de Vaud, et une de la Palestine.»²³ La mention de la «Palestine», afin que les enfants puissent situer les événements de l'histoire biblique, renvoie aux conceptions des libéraux, pour qui l'Église nationale et école vont main dans

la main sous la houlette de l'Etat.²⁴ La même année paraît d'ailleurs à Lausanne la troisième édition de l'*Esquisse de la Terre* que son auteur, le professeur à l'Académie de Lausanne et libéral Ulysse Guinand (1810–1885), a augmentée de deux nouveaux chapitres: l'un sur la Suisse et l'autre sur la Palestine. Ces ajouts à un ouvrage que Guinand destine «particulièrement» aux écoles primaires²⁵ témoignent d'une double préoccupation libérale: situer l'enfant au sein d'une nation à la fois suisse et vaudoise, sans pour autant perdre l'ancrage fondamental de l'instruction religieuse.

De son côté, Gauthey propose même de «faire peindre quelques cartes géographiques sur les murs, en omettant les noms» des pays et des villes, ce qui permettrait aux élèves de les situer eux-mêmes. On retrouve ici le pouvoir éducatif de la carte: «La seule présence des cartes géographiques dans une salle d'école est déjà un enseignement», affirme ainsi Gauthey.²⁶

En cette période de réforme libérale, il s'agit donc d'encourager la visualisation de la patrie par les cartes. Comme le souligne Michael Billig: “[...] the national place has to be imagined, just as much as the national community does.”²⁷ La carte devient le moyen privilégié d'imaginer la nation (la Suisse, mais aussi le canton), permettant de stimuler l'imagination de manière plus précise, de créer une représentation non plus de paysages mythiques, mais de frontières, de routes, de fleuves, de montagnes, et de leur position aux côtés des villes.

Les méthodes d'enseignement font l'objet de vifs débats dont le *Journal d'éducation à l'usage des instituteurs et des pères de famille* de la Société vaudoise d'utilité publique (1829) se fait l'écho. On trouve d'un côté les partisans de la méthode du Père Girard: aller «du connu à l'inconnu», c'est-à-dire en présentant d'abord à l'enfant son village et les liens de sociabilité qui l'y attachent (par ses parents), puis en passant aux magistrats, assimilés à des «pères» et «mères» du «grand ménage» qu'est la société.²⁸ L'instituteur Brousson, rédacteur du *Journal*, et le disciple de Pestalozzi Roger de Guimps (1802–1894) s'opposent à ce modèle didactique et proposent d'emmener l'enfant dans la nature: «C'est [...] par l'étude de la géographie physique qu'il faut commencer»²⁹ – une approche, ils l'admettent, qui se prête davantage à un institut privé qu'à une classe nombreuse. Les deux parties, cependant, s'entendent dans les grandes lignes sur l'importance de la carte et sur son approche très pratique: l'enfant doit s'y essayer lui-même pour comprendre le pouvoir de représentation, *d'imagination* de la carte. Celle-ci occupe une place grandissante dans les manuels scolaires, tel l'abrégé de géographie de Lamp de 1837 qui contient sept cartes dont une de la Suisse, et dans les almanachs, à l'instar du *Bon Messager* de 1831 et de sa carte du canton de Vaud par Hummel (cf. fig. 2).

A Soleure, la victoire libérale favorise les efforts pour familiariser les enfants avec la structure, l'organisation et le territoire des cantons et de la Suisse, et

Bon. Messager 1831.

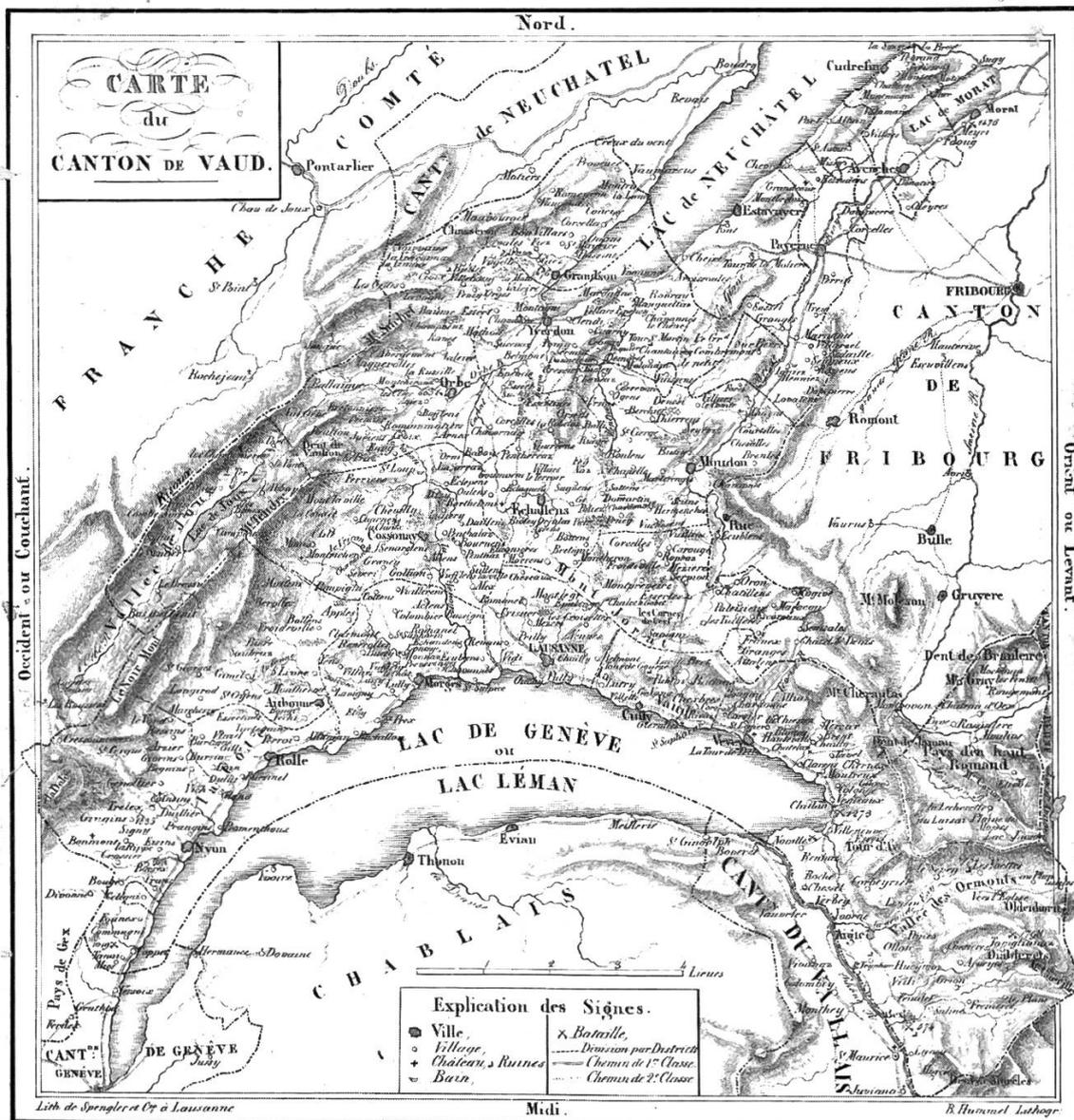


Fig. 2: Carte du Canton de Vaud par B. Hummel, *Bon Messager*, Lausanne 1831. (Bibliothèque cantonale et universitaire, Lausanne)

leur permettre de les visualiser. Les cartes s’attachent à présenter des images reconnaissables des cantons. Dès 1831, le Grand Conseil commande ainsi pour les écoles 140 exemplaires de la carte précise du canton que le cartographe Walker est en train de réaliser.³⁰ L’année suivante, les cartes sont distribuées aux écoles où, semble-t-il, elles ne sont pas bien reçues et tomberont bientôt dans l’oubli.³¹ Un destin similaire attend le manuel de Walker de 1833 qui contient une carte dépliant du canton de Soleure (cf. fig. 3, p. 27). Ces échecs peuvent s’expliquer par le caractère très peu pédagogique des cartes de Walker: au milieu de la masse d’informations et de détails qui frappe l’œil, l’image de la patrie – et

surtout la forme pourtant bien reconnaissable du canton de Soleure – se perd. Tout en constituant la carte la plus exacte en Suisse à l'époque d'un point de vue scientifique, la carte de Walker n'est pas assez structurée et compréhensible pour le milieu scolaire.

La carte, un outil pédagogique en pratique

Après le triomphe du mouvement libéral de 1830–1831, la nouvelle loi scolaire pour les écoles primaires soleuroises de 1832 introduit la géographie comme matière obligatoire. Mais les ouvrages manquent, ce qui pousse le régent Bonaventur Zweili (1795–1858)³² à publier en 1835 un livre de géographie de la Suisse pour la formation des instituteurs.³³ Dans le canton de Vaud, la loi scolaire de 1806 fait de la géographie une branche du collège, donc dédiée aux classes sociales supérieures. C'est avec la *Loi du 24 janvier 1834 sur les écoles primaires* que la géographie, «particulièrement la géographie de la Suisse et celle du canton de Vaud» (art. 9), entre dans les programmes des écoles primaires – une dualité entre appartenance cantonale et nationale que l'on retrouve fréquemment dans les sources. La géographie s'installera partout au fil du siècle, depuis les écoles moyennes (qui suivent l'école primaire) jusqu'à l'école normale, en passant par les écoles d'agriculture ou de commerce.

Si les sources nous permettent de reconstituer les débats sur les méthodes d'enseignement de la géographie, les pratiques demeurent difficiles à appréhender. Quelques témoignages, et surtout les rapports d'inspection des écoles, nous ouvrent cependant une lucarne sur ces pratiques. A titre d'exemple, le *Journal d'éducation* de la Société vaudoise d'utilité publique relaie ainsi le récit de l'enseignement de la géographie dans un pensionnat pour jeunes filles à Lausanne: «L'histoire nous conduit à la géographie, que nous lions l'une à l'autre. Pour nous imprimer fortement dans la mémoire l'ensemble et les positions respectives des diverses contrées, nous dessinons des cartes d'après des modèles, et de mémoire; nous apprenons à connaître les habitans de ces différens pays, ainsi que les faits et les objets les plus intéressans que peut y offrir l'étude de l'histoire naturelle.»³⁴

Dans les écoles publiques primaires vaudoises, bien que la géographie ne soit mise au programme qu'en 1834, elle semble déjà présente à la fin de la Restauration.³⁵ Quelques mois avant son introduction officielle, sur les 30'674 élèves des 600 écoles que compte le canton, 2914 élèves (de 42 écoles) ont des leçons de géographie, ce qui correspond à un taux de 9,5 pour cent: un chiffre élevé pour une branche qui n'est pas encore au programme.³⁶ De fait, à en croire les préfaces des abrégés de géographie – tel l'ouvrage de Lamp dont 2000 exemplaires se

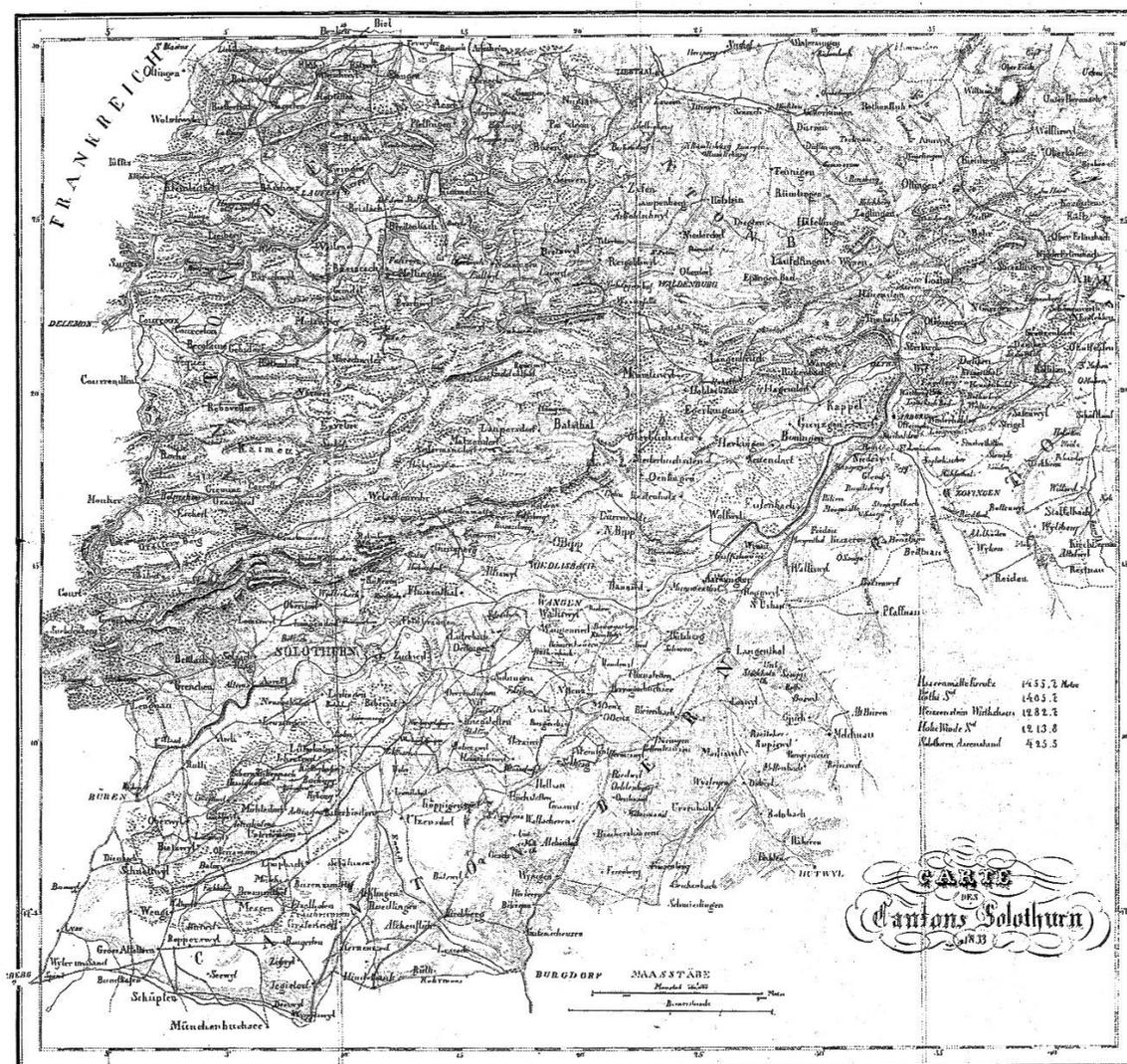


Fig. 3: Carte dépliant du canton de Soleure par Urs Josef Walker, 1833. (Bibliothèque nationale suisse, Berne)

seraient écoulés en moins d'un an – le sujet génère un vif intérêt sous la Restauration et la Régénération. Cela dit, même une fois la géographie officiellement implantée dans les programmes, bien des écoles semblent manquer de matériel. Selon le *Règlement du 2 août 1834, pour les écoles publiques primaires*, chaque classe doit disposer d'«un globe terrestre, ou [d']une mappemonde, des cartes des quatre parties du monde, une carte de la Suisse et du canton de Vaud» (art. 16). La directive peine pourtant à s'implanter, d'après les rapports d'inspection des écoles que dresse la commission d'inspection de chaque commune, composée du pasteur et de trois à sept membres de la Municipalité: pour les années 1835 et suivantes, alors que certaines écoles disposent d'un globe terrestre, de la carte de la Suisse de Keller et de quelques autres cartes (du canton ou de l'Europe, et même parfois de la «Palestine») – ou en projettent l'acquisition –, un grand

nombre semble démunie à cet égard, et de nombreux régents et pasteurs se plaignent entre 1835 et 1838 de l'absence de ces supports.³⁷

A la même époque dans le canton de Soleure, l'enseignement géographique semble tout aussi embryonnaire, comme c'est le cas dans le district de Gösgen, où l'«on souffre d'une part du manque de temps, et d'autre part de la pénurie de manuels».³⁸ Les instituteurs se heurteront encore à d'autres obstacles: les salles de classe sont humides, et il faut ôter les cartes des murs pour les protéger des risques de moisissure. Au-delà de l'anecdote locale, les rapports du Conseil d'Etat soleurois font état d'un manque de cartes dans de nombreuses communes.³⁹

Le fait que la géographie s'enseigne ne signifie pas pour autant qu'elle est apprise. Les rapports d'inspection vaudois laissent entendre que la branche est souvent réservée aux élèves les plus âgés au sein des écoles primaires. En outre, sur les 29'940 élèves qui ont fréquenté les écoles publiques vaudoises pour l'année scolaire 1835–1836, seuls 3 pour cent (soit 808 filles et garçons) savent réciter «la géographie élémentaire en entier»⁴⁰ – un taux très bas, même en comparaison avec d'autres matières récemment introduites telles que l'instruction civique. Ces chiffres attestent de la difficulté à implanter concrètement une matière scolaire reposant à ce point sur des représentations cartographiques de la patrie.

Conclusion

Au début du 19^e siècle, l'enseignement de la géographie par les cartes devient prépondérant dans les discours éducatifs; en même temps, les illustrations textuelles ou graphiques du territoire qui sont destinées au milieu scolaire privilégient de plus en plus des modèles clairs, structurés, parfois même en prenant le pas sur l'exactitude scientifique, et ce afin de rendre le territoire visible, compréhensible, *concevable*. Ainsi, bien qu'elles soient souvent dépeintes dans la recherche en histoire de l'éducation comme «pédagogiquement vides» – victimes du conservatisme ambiant –, les périodes de la Médiation et la Restauration sont en réalité les témoins de diverses expériences pédagogiques au sein des écoles publiques primaires.

En soulignant les enjeux qui caractérisent la construction de la géographie scolaire – depuis les ajustements territoriaux dictés par les changements constitutionnels jusqu'aux méthodes didactiques d'enseignement, en passant par les pratiques souvent éloignées des prescriptions normatives des lois scolaires –, nous avons cherché à montrer le caractère politique, délibéré, de la notion de territoire. «Territoire» et plus largement «espace» sont des catégories résultant en grande partie de pratiques culturelles et sociales.⁴¹ Traditionnellement traitée

par l’historiographie comme le parent pauvre de l’histoire, la géographie occupe pourtant une place tout aussi centrale dans l’éducation civique et morale des citoyens qu’elle aide à se repérer au sein de la nation (cantonale et suisse) à laquelle ils appartiennent désormais. «Discipline de la certitude et de la permanence»,⁴² la géographie inventorie, ordonne, sécurise et organise harmonieusement le territoire, en cherchant pourtant constamment à s’adapter aux changements politiques induits par les nouvelles constitutions.

Bien plus, c’est le caractère performatif des supports géographiques qui ressort de notre enquête: tout en représentant le territoire, les cartes et les descriptions contribuent à construire une image bien définie non seulement de l’espace géographique en lui-même, mais également de la nation (au sens de l’ensemble de ses citoyens) qui s’y ancre. En ce sens, ces illustrations peuvent être rapprochées des multiples documents (politiques, diplomatiques, juridiques ou statistiques) qui en ce début de 19^e siècle président à l’émergence des Etats-nations – autant de documents qui, *in fine*, rendent l’existence de la Suisse possible, réelle et concrète.

Notes

- 1 Gerrendina Gerber-Visser, *Die Ressourcen des Landes. Der ökonomisch-patriotische Blick in den Topographischen Beschreibungen der Oekonomischen Gesellschaft Bern (1759–1855)*, Baden 2012.
- 2 David Gugerli, Daniel Speich, *Topographien der Nation. Politik, kartographische Ordnung und Landschaft im 19. Jahrhundert*, Zurich 2002, 29.
- 3 Ibid., 54.
- 4 Voir: Daniel Speich, *Papierwelten. Eine historische Vermessung der Kartographie im Kanton Zürich des späten 18. und des 19. Jahrhunderts*, Zurich 1997; Charles W. J. Withers, *Geography, Science and National Identity*, Cambridge 2001; l’ouvrage édité par Raymonde Monnier, *Citoyen et citoyenneté sous la Révolution française. Actes du colloque international de Vizille, 24 et 25 septembre 2004* (Etudes révolutionnaires, 9), Paris 2006, contient ainsi une section «Territoire et appartenances»: voir en particulier les articles de Daniel Nordman, «Le sacre du territoire sous la Révolution» (103–114) et d’Anna Maria Rao, «Citoyens sans patrie»: citoyenneté et territoire dans l’expérience politique des patriotes italiens» (129–141). Pour la France, voir aussi: Marie-Vic Ozouf-Marignier, *La formation des départements. La représentation du territoire français à la fin du 18^e siècle*, Paris 1989; Daniel Nordman, *Frontières de France. De l’espace au territoire, XVI^e–XIX^e siècles*, Paris 1999. Un intérêt s’est aussi développé autour du paysage alpin suisse: Bernhard C. Schär, «On the Tropical Origins of the Alps. Science and the Colonial Imagination of Switzerland, 1700–1900», in Patricia Purtschert, Harald Fischer-Tiné (éd.), *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke 2015, 29–49; Oliver Zimmer, «In Search of Natural Identity. Alpine Landscape and the Reconstruction of the Swiss Nation», *Comparative Studies in Society and History* 4 (1998), 637–665.
- 5 Voir Antoine Prost, «Un couple scolaire», *Espaces Temps* 66–67 (1998), 55–64.
- 6 Grégoire Girard, *Explication du Plan de Fribourg en Suisse, dédié à la jeunesse de cette ville, pour lui servir de première leçon de géographie*, Lucerne 1827.
- 7 Speich (voir note 4), 102.

- 8 Alain Choppin, «Le manuel scolaire, une fausse évidence historique», *Histoire de l'éducation* 117 (2008), 7–56.
- 9 Voir aussi Michael Billig, *Banal Nationalism*, Londres 1995, 774–778.
- 10 Speich (voir note 4), 87.
- 11 [Frédéric Samuel Ostervald], *Cours de géographie élémentaire. A l'usage de la jeunesse*, Lausanne 1806, 31 s.
- 12 Gabriel-Antoine Miéville, *Géographie européenne, contenant un coup-d'œil sur l'histoire des peuples jusqu'à ce jour, ainsi que tous les changemens politiques survenus en Europe, d'après l'acte du Congrès de Vienne et les derniers traités de Paris*, Lausanne 1818, 1.
- 13 Jean-Frédéric Lamp, *Abrégé de géographie industrielle et commerciale, à l'usage de la jeunesse et des écoles*, Lausanne 1837.
- 14 *Abrégé de géographie, de la Suisse, à l'usage des écoles primaires*, Vevey 1833, page de couverture et IV.
- 15 *Solothurner Blatt*, 1. 1. 1840. On y lit de gauche à droite et de haut en bas: «Kirchen und Schulverwaltung», «Staatswaldungen», «Strassen Correction», «Birs Correction», «Stift», «Aaren Correction», «Code», «Dünnern Correction».
- 16 Lamp (voir note 13).
- 17 Johann Mösch, *Die solothurnische Volksschule vor 1830*, Bändchen 4: *Der Einzug der Normalmethode in die solothurnische Volksschule (1782–1798)*, Soleure 1918.
- 18 Ignaz Felbiger, *Methodenbuch für Lehrer der deutschen Schulen in Kaiserlich-Königlichen Erbländern*, Vienne 1776, 204.
- 19 Billig (voir note 9), 74.
- 20 Mösch (voir note 17), 50 s.
- 21 *Solothurnisches Wochenblatt*, 12. 9. 1814, 348.
- 22 Willibald Schmid, *Geographie für Schulen nach der itzigen Eintheilung der Länder*, Soleure 1820.
- 23 Frédéric Gauthey, *Des changemens à apporter au système de l'instruction primaire dans le canton de Vaud*, Lausanne 1833, 9.
- 24 Gérald Arlettaz, *Libéralisme et société dans le canton de Vaud. 1814–1845*, Lausanne 1980, 471.
- 25 U[lysse] Guinand, *Esquisse de la terre suivie d'une description de la Suisse et de la Palestine*, Lausanne 1837.
- 26 Gauthey (voir note 23), 9.
- 27 Billig (voir note 9), 74.
- 28 *Journal d'éducation à l'usage des instituteurs et des pères de famille* 1 (1829), 8 («Une première leçon de géographie et d'histoire»).
- 29 Ibid., 176 s.
- 30 Voir Thomas Wallner, «Die Topographische Karte des Kantons Solothurn von Urs Josef Walker», *Cartographica Helvetica* 11 (1995), 11–17.
- 31 Ibid.
- 32 Otto Hunziker, *Geschichte der schweizerischen Volksschule in gedrängter Darstellung*, vol. 3, Zurich 1882, 200 s.
- 33 *Erster Rechenschaftsbericht des Kleinen Rathes an den Grossen Rath des Standes Solothurn über das Rechnungsjahr 1833/34*, Soleure s. d., 147 s.
- 34 *Journal d'éducation à l'usage des instituteurs et des pères de famille* 2 (février 1831), 31.
- 35 *Compte rendu du Conseil d'Etat*, 1830 pour 1829, 446.
- 36 Archives cantonales vaudoises (ACV), KXIII 142/1, Rapports d'inspection sur les écoles du canton, 142/1 (1803–1834). «Résumé des rapports sur les écoles, 1834».
- 37 ACV, KXIII 147/1, Rapports d'inspection sur l'état des écoles du canton, 1834–1848.
- 38 *Vierter Rechenschaftsbericht des Kleinen Rathes an den Grossen Rath des Standes Solothurn*, Soleure 1838, 166–168.
- 39 Ibid.

- 40 *Journal de la Société vaudoise d'utilité publique* (1838), 15 s.
41 Voir Achim Landwehr, *Die Erschaffung Venedigs. Raum, Bevölkerung, Mythos 1570–1750*, Paderborn 2007, 34.
42 Isabelle Lefort, *La Lettre et l'esprit. Géographie scolaire et géographie savante en France, 1870–1970*, Paris 1992, 227.

Zusammenfassung

Das papierene Vaterland. Darstellungen der Schweiz für den Schulgebrauch in den Kantonen Waadt und Solothurn, 1803–1845

In den ersten Jahrzehnten des 19. Jahrhunderts wurden Karten und Geografiebücher geschaffen oder neu aufgelegt, welche die räumliche Ausdehnung der Schweiz visualisieren, die kulturellen Eigenschaften der SchweizerInnen beschreiben und den Patriotismus der SchülerInnen stärken sollten. Geografie wurde als Schulfach in vielen Schweizer Kantonen im Zug des liberalen Umschwungs von 1830–1831 und der darauffolgenden kantonalen Verfassungen und Schulgesetze eingeführt. Dass alle künftigen BürgerInnen im Geografieunterricht nützliches Wissen und damit die Grundlage für staatsbürgerliches Handeln und Entscheiden erlernen sollten, war Bestandteil des unerschütterlichen Vertrauens der liberalen Eliten in Fortschritt und Bildung. Wie die Analyse verschiedener Quellen zu Diskursen und Praktiken des Geografieunterrichts zeigt, erwies es sich jedoch oft als schwierig, in den Schulen dieses geografische Wissen tatsächlich zu vermitteln. Nichtsdestotrotz trugen die Bildungsbemühungen der liberalen Eliten entscheidend dazu bei, dass die Bürgerinnen und Bürger der modernen Schweiz eine Vorstellung von ihrem Staat (Kanton) und ihrer Nation (Schweiz) erhielten.

(Übersetzung: Lukas Boser Hofmann, Nathalie Dahn-Singh)